

■ ENVIRONNEMENT

PROJET DE GAZODUC

Une ambition insensée ?

Alternatiba et ATTAC 66 communiquent.

L'Indépendant du 22 novembre nous annonce l'ouverture des concertations publiques sur le projet de gazoduc STEP. Un projet européen d'interconnexion des réseaux dont la justification déclarée en conférence de presse TIGF (Transport Infrastructure Gaz France) est de sécuriser les approvisionnements en gaz naturel notamment de la péninsule ibérique. Mais s'agit-il réellement d'un projet de sécurisation ou de libéralisation du marché du gaz en Europe, en ignorant les risques liés au changement climatique ? Ce projet participe à l'inertie qui nous conduit à l'impasse climatique. Alors que l'Indépendant écrivait en juin 2014

« Nous devons faire sortir le gaz d'Espagne, mais il y a un goulet d'étranglement entre l'Espagne et la France », une déclaration de Carlo Malacame, l'administrateur général de l'italien Snam, actionnaire principal de TIGF.

Aujourd'hui, TIGF, porteur du projet, prétexte que cette interconnexion servira à sécuriser la péninsule ibérique et à renforcer le réseau local ! Alors, quel est le vrai but de ce projet ? Une alimentation gaz Nord-Sud ou Sud-Nord ? Et quel gaz ? En effet, les sept usines de regazéification du gaz naturel liquéfié construites en Espagne durant la période de boom économique ont entraîné une situation de surcapacité massive. La crise du gaz de 2014 a ouvert une opportunité pour Enagás, l'opérateur national espagnol et ses amis au sein de ce gouvernement, d'aider l'Europe à se passer du gaz russe en tirant avantage de leurs infrastructures sous-utilisées. Ce gaz importé par l'Espagne, en provenance d'Algérie et d'autres pays serait acheminé vers le nord de l'Europe sans aucun avantage conséquent pour les usagers français.

Des gaz de schistes algériens, voire nord américains acheminés par tankers, issus de la fracturation hydraulique, contre laquelle la France a légiféré ? Nous n'en voulons pas !

Alors que la transition énergétique nous conduit à revoir radicalement notre mix énergétique pour que la France s'inscrive durablement dans les accords climat, l'UE et TGIF nous amènent dans une impasse énergétique en poursuivant le développement du réseau « gaz naturel » au détriment des renouvelables. N'oublions pas que le gaz naturel est du méthane, qui, sur une période de 10 ans, contribue 100 fois plus à l'effet de serre que le CO₂.

► Réunion d'information le vendredi 1er décembre à 19 h 30 au Casal, 23 avenue du Lycée à Perpignan.